

Très souvent la production, la productivité et l'expansion de l'industrie sont réduites —c'est particulièrement le cas à l'heure actuelle—parce que les gens ne peuvent pas obtenir de crédit et ne peuvent échelonner leurs remboursements sur un certain temps. Les chiffres indiquant la baisse de nos exportations ne prouvent-ils pas ma thèse? Si je remonte à 1965, nos exportations ont augmenté un peu, mais dans une proportion certes beaucoup moindre à ce qu'elle aurait pu être si on avait adopté d'autres méthodes.

On a dit que les fortes pressions inflationnistes du moment entraînaient une pénurie de marchandises. Voilà qui m'amène à parler de la façon dont nous combattons l'inflation. Appliquons-nous une politique négative de restriction du crédit ou une politique positive d'accroissement de la production des marchandises? Voilà des questions auxquelles le gouvernement doit répondre, et il a décidé d'y répondre négativement en disant qu'il valait mieux réduire le crédit. Par sa politique avancée, il a décidé de dire qu'il vaut mieux réduire les sommes disponibles au chapitre des marchandises au lieu de faciliter l'obtention de fonds pour produire plus de marchandises. Voilà l'état actuel des choses.

Pour accroître la productivité, dit-on, il faut des encouragements d'ordre financier. Personnellement, je crois à cette doctrine. Je crois que, par des encouragements destinés à accroître la productivité, l'industrie en général et les gens intéressés à l'industrie peuvent stimuler la production. Et les répercussions s'en font sentir même chez le travailleur. Ceux qui reçoivent aujourd'hui des encouragements d'ordre financier et de bonis de production sont ceux dont l'entreprise donne un plein rendement; ce sont eux qui font du travail supplémentaire. Ils sont récompensés de leurs efforts et de leur intérêt; et je prétends que le gouvernement dispose de moyens pour créer l'état d'esprit souhaitable.

On a dit que le produit national brut avait atteint l'an dernier presque le double de l'accroissement des exportations. On a dit aussi que les prêts hypothécaires devraient être disponibles pour la maison ordinaire; non pas pour la résidence de luxe ni pour l'immeuble d'appartements, mais pour la maison ordinaire. Nous le savons tous, ce sont ceux qui possèdent leur maison qui bâtissent la nation. Dès qu'on en devient propriétaire, on s'intéresse à sa maison, qui constitue un enjeu dans les affaires du pays. On en est fier et on en prend grand soin.

[L'hon. M. Flemming.]

Je n'ai aucune raison de croire que notre politique à l'égard de la construction d'habitations sera modifiée. Cependant, je signale au ministre que, s'il avait à choisir entre la construction d'un grand immeuble de bureaux ou d'appartements et de 25 ou 30 petites habitations, son choix devrait porter sur les petites habitations.

Il faut aussi tenir compte du fait que les habitations jouent un très grand rôle dans l'expansion de l'industrie. L'expansion de l'industrie exige un nombre supplémentaire de techniciens et de spécialistes. Ce qu'on cherche d'abord dans un nouvel endroit, c'est une maison où habiter. Je connais certaines régions où on n'en trouve pas. Ces personnes ont besoin d'habitations et d'écoles pour leurs enfants et, si elles ne peuvent en trouver, elles décideront de s'établir ailleurs.

On a dit—le député de Northumberland a soutenu la même thèse—que les sociétés d'assurances devraient investir des capitaux dans les petites villes des régions rurales. Je crois que cela est juste, mais nous avons tenté en vain d'amener les grandes sociétés à des investissements de ce genre. J'estime que ces placements sont particulièrement nécessaires dans les provinces atlantiques.

On a dit également que le gouvernement devrait réserver des fonds à des fins de prêt. A ce propos, le ministre des Finances (M. Sharp) nous répondrait sûrement que c'est là le rôle de la Banque d'expansion industrielle. Tel est, certes, le rôle de cette banque, mais je crains qu'elle ne s'écarte de son objectif essentiel. Elle a été créée pour remplacer les prêteurs à longue échéance et consentir des prêts que les banques ordinaires ne peuvent accorder aux termes de leurs chartes.

C'était là, à mon avis, la raison d'être de la Banque d'expansion industrielle. Néanmoins, nous constatons aujourd'hui qu'il n'est pas facile de traiter avec cette banque. En fait, elle est devenue une machine à faire de l'argent. Je me permets de dire que je suis en faveur des bénéfices. Les bénéfices assurent la marche d'une entreprise. Ils assurent des temps prospères, et non des mauvais jours. Il me semble, néanmoins, que la Banque d'expansion industrielle devrait se montrer un peu plus indulgente que les banques à charte, étant donné que le mandat relatif à son établissement lui permet de l'être davantage.

• (4.30 p.m.)

Les députés trouveraient sans doute intéressant de savoir ce qu'on a dit au sujet de la Banque d'expansion industrielle et des fonctions qu'elle devrait exercer. Je vais en don-